

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
6^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1980-1981
(2^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

Séance du Vendredi 3 Avril 1981.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

1. — Remission de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée (p. 13).
2. — Composition des commissions permanentes (p. 14).
3. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein d'organismes extraparlimentaires (p. 14).
4. — Décisions de la conférence des présidents (p. 14).
Rappels au règlement et demande de suspension de séance (p. 14).
MM. Ducloné, Nucchi, Chinaud, le président.
Rejet, par scrutin, de la demande de suspension de séance.
5. — Dépôt de propositions de loi (p. 1).
6. — Dépôt d'un rapport d'information (p. 17).
7. — Interruption des travaux de l'Assemblée (p. 17).

PRÉSIDENTE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à seize heures.

M. le président. La séance est ouverte.

NOMINATION DE LA COMMISSION SPECIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES DE L'ASSEMBLÉE

M. le président. Les candidatures à la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée ont été remises à la présidence et affichées à douze heures.

En conséquence, je proclame membres de cette commission les candidats présentés.

La composition de la commission sera publiée au *Journal officiel*.

Je rappelle que cette commission se réunira à l'issue de la séance publique ou au plus tard à dix-sept heures pour l'élection de son bureau.

— 2 —

COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES

M. le président. J'indique à l'Assemblée que la composition des commissions permanentes a été publiée au *Journal officiel* de ce matin et que les nominations ont pris effet dès cette publication.

— 3 —

REPRESENTATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE AU SEIN D'ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

M. le président. J'ai reçu de M. le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement deux demandes de renouvellement du mandat de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein d'organismes extraparlimentaires.

Conformément aux décisions prises précédemment, l'Assemblée voudra sans doute confier :

— d'une part, à la commission des finances, le soin de présenter trois candidats à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations ;

— d'autre part, à la commission des affaires culturelles, le soin de présenter deux candidats au conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Les candidatures devront être remises à la présidence à une date qui sera fixée ultérieurement.

— 4 —

DECISIONS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

M. le président. La conférence des présidents a décidé de maintenir au jeudi la matinée réservée aux travaux des commissions.

En raison de l'élection présidentielle, elle propose, d'autre part, à l'Assemblée d'interrompre ses travaux et de laisser à son président le soin de la convoquer.

M. Ducloné et M. Nucci m'ont demandé la parole pour des rappels au règlement. Je présume que c'est au sujet de ces décisions de la conférence des présidents.

M. Guy Ducloné. Oui, monsieur le président.

M. Christian Nucci. Exactement !

Rappels au règlement et demande de suspension de séance.

M. le président. La parole est à M. Ducloné, pour un rappel au règlement.

M. Guy Ducloné. Avant la conférence des présidents, tout semblait indiquer que la session débiterait normalement. Des présidents avaient même convoqué leur commission pour examiner certains textes. Et puis — le scénario était bien réglé — on ne siège plus avant les élections présidentielles.

Hier après-midi, Marcel Rigout et, tout à l'heure, André Lajoie, président du groupe communiste, à la conférence des présidents, ont demandé, l'un et l'autre, qu'au moins, jusqu'à l'ouverture officielle de la campagne, soit couvert un débat portant sur la situation économique et sociale et que les textes prêts à être discutés soient examinés.

La conférence des présidents a refusé de suivre nos propositions.

C'est la raison pour laquelle je veux renouveler notre protestation et souligner qu'en dehors du groupe communiste vous en porterez tous, mesdames et messieurs, la responsabilité.

Mais il n'est pas possible de nous séparer ainsi. Il est au moins un texte que nous pouvons examiner dès cet après-midi, à condition bien entendu qu'en application de l'article 89 du règlement la conférence des présidents le décide.

Ce texte a été voté à l'unanimité par le Sénat, la commission des lois l'a adopté — je dirai même qu'elle l'a adopté trois fois. Il s'agit de la proposition tendant à ajouter le 8 mai sur la liste des jours fériés.

Il faut d'autant plus l'examiner aujourd'hui qu'il sera ensuite trop tard pour 1981.

M. André Tourné. L'affaire peut être réglée en dix minutes !

M. Guy Ducloné. En effet !

M. Raoul Bayou. Et même plus vite !

M. Guy Ducloné. Il faut le faire car il y aurait trop de distance entre l'accord donné à ce texte par certains députés qui n'hésitent pas à répondre favorablement aux associations d'anciens combattants et le refus de fait qu'il y aurait à ne pas l'adopter aujourd'hui.

Aussi, mesdames, messieurs, au nom des députés communistes, je vous demande de vous prononcer, par scrutin public, sur une suspension de séance.

Durant la suspension, monsieur le président, vous pourriez convoquer la conférence des présidents afin qu'elle inscrive pour cet après-midi à l'ordre du jour complémentaire de l'Assemblée l'examen du rapport n° 1391 sur la proposition de loi tendant à faire du 8 mai un jour férié. (*Applaudissements sur les bancs des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Nucci, pour un rappel au règlement.

M. Christian Nucci. Monsieur le président, mon rappel au règlement s'appuie sur l'article 139.

Compte tenu des derniers accords intervenus à Bruxelles et aussi des nombreuses demandes et interventions que nous, députés socialistes, avons faites par le biais de questions écrites sur le problème du revenu des agriculteurs, nous aurions aimé être saisis de ce problème.

Les agriculteurs français demandaient à juste titre une hausse des prix agricoles supérieure à 15 p. 100, hausse considérée comme indispensable face à la dégradation du revenu agricole au cours de ces sept dernières années.

Ils demandaient la suppression des montants compensatoires monétaires qui ruinent la compétitivité de notre élevage ;

Ils demandaient la suppression de la taxe de coresponsabilité des tiers tant que la préférence communautaire n'aurait pas été rétablie vis-à-vis des matières grasses importées ;

Ils demandaient une protection accrue pour les productions méditerranéennes.

Force est de constater que M. Giscard d'Estaing a accepté une hausse moyenne des prix communautaires inférieure à 10 p. 100, qui par le jeu des ajustements monétaires se traduira par une augmentation à peine supérieure à 12 p. 100 et donc un manque à gagner de 5 milliards de francs environ. (*Exclamations sur les bancs de l'union pour la démocratie française.*)

Les montants compensatoires dont M. Giscard d'Estaing et sa majorité avaient annoncé le démantèlement par la bouche du ministre des affaires étrangères en date du 15 décembre 1978 sont maintenus à des taux élevés.

M. le président. Monsieur Nucci, ce n'est pas un rappel au règlement, c'est un discours au fond ! Ne m'obligez pas à vous retirer la parole !

M. Christian Nucci. J'en ai terminé, monsieur le président.

M. le président. Achevez rapidement !

M. Christian Nucci. Il a été accepté un accroissement de la taxe de coresponsabilité sans qu'aucune mesure ne permette le rétablissement d'une saine concurrence. Par ailleurs, aucune exonération n'est prévue pour les petits producteurs.

En ce qui concerne les fruits et légumes et le vin, aucune solution positive n'apparaît dans les décisions prises à Bruxelles.

Un mauvais compromis, défavorable aux intérêts de notre agriculture, vient d'être signé à Bruxelles. C'est un nouveau mauvais coup porté à l'agriculture et aux agriculteurs qui verront leur revenu diminuer en 1981 comme pour la période antérieure si aucune mesure de sauvegarde de notre agriculture n'est mise en place.

M. le président. Je suis saisi d'une troisième demande de rappel au règlement par M. Chinaud, qui a la parole.

M. Henry Canacos. Il va sans doute donner son accord au sujet du 8 mai !

M. Roger Chinaud. Monsieur le président, mon rappel au règlement se fonde sur le paragraphe 7 de l'article 48, qui dispose qu'au début de la séance publique suivant la réunion de la conférence des présidents, le président soumet les propositions de cette dernière à l'Assemblée et qu'aucun amendement n'est recevable. Je le dis plus particulièrement à l'intention de M. Ducloné, qui a longtemps été vice-président de notre Assemblée et qui connaît donc très bien notre règlement.

En fait, ce que M. Ducloné nous propose, c'est d'amender une décision qui vient d'être prise par la conférence des présidents. Je m'interroge sur la recevabilité d'une telle proposition. Au demeurant, chacun a bien compris qu'il s'agissait d'un pur et simple artifice. Ne tombons pas dans le piège !

M. André Lajoie. Il s'agit de l'ordre du jour complémentaire !

M. le président. Mes chers collègues, vous savez comme moi qu'une suspension de séance est de droit si elle est demandée pour une réunion de groupe, ce qui n'est pas le cas de celle que sollicite M. Ducloné. Je vais donc la mettre aux voix par scrutin public, ainsi que la demande en a été faite.

Je mets aux voix la demande de suspension de séance présentée par le groupe communiste.

Je suis saisi par ce groupe d'une demande de scrutin public. Le scrutin va être annoncé dans le Palais.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	487
Nombre de suffrages exprimés.....	484
Majorité absolue.....	243
Pour l'adoption.....	202
Contre.....	282

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

M. Guy Ducloné. Les anciens combattants apprécieront !
(Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. Je reprends mon propos.

Je rappelle qu'en raison de l'élection présidentielle, la conférence des présidents propose à l'Assemblée d'interrompre ses travaux et de laisser à son président le soin de la convoquer.

En application de l'article 50, alinéa 2, du règlement, je consulte l'Assemblée sur cette interruption.

M. André Lajoinie. Le groupe communiste vote contre !

(L'Assemblée, consultée, décide d'interrompre ses travaux.)

— 5 —

DEPOT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Louis Le Penec et plusieurs de ses collègues une proposition de loi relative à la place des langues et cultures des peuples de France dans l'enseignement, dans l'éducation permanente, dans les activités culturelles, de jeunesse et de loisir, dans les émissions de la radio et de la télévision et dans la vie publique.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2269, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de Mme Nicole de Hauteclouque une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice de la profession de directeur ou de gérant de sociétés de surveillance, de sécurité ou de gardiennage.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2270, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Philippe Séguin une proposition de loi relative à l'amélioration de la protection sociale de certains adolescents handicapés.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2271, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Vincent Ansquer une proposition de loi tendant à compléter l'article L. 468-3° du code de la sécurité sociale relatif à l'interdiction pour l'employeur de se garantir par une assurance en cas de faute inexcusable.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2272, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Joël Le Tac une proposition de loi tendant à ouvrir dans la loi du 29 juillet 1981 sur la liberté de la presse une action en répétition à la suite d'un jugement corroborant la vérité d'imputations ayant donné lieu à une condamnation pour diffamation.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2273, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. André Cellard et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant, pour des raisons sociales, à instaurer une réduction de droits qui serait accordée à certaines catégories de producteurs de certains types d'eaux-de-vie de qualité.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2274, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Pierre Pasquini une proposition de loi tendant à compléter l'article 55-1 du code pénal.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2275, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Gérard Chasseguet une proposition de loi tendant à exonérer partiellement les revenus des personnes qui ont dû louer le logement dont elles sont propriétaires lorsque cette location est nécessitée par des raisons de maladie ou d'ordre professionnel.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2276, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Marc Lauriol une proposition de loi tendant à introduire la notion de connaissance chez l'auteur des infractions soumises à l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, à la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2277, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la signalisation de l'abandon, par leurs occupants, des véhicules accidentés.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2278, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Pierre Pasquini une proposition de loi tendant à interdire les mises à mort d'animaux dans les chasses à courre.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2279, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Marc Lauriol une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2280, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Bertrand de Maigret une proposition de loi tendant à faire bénéficier les salariés quittant volontairement leur emploi pour créer ou reprendre une entreprise d'un déblocage anticipé des droits acquis par eux au titre de l'ordonnance du 17 août 1967.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2281, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de MM. Gérard Chasseguet et Pierre Gascher une proposition de loi tendant à l'institution d'une détaxe des carburants utilisés par les artisans chauffeurs de taxi et les voyageurs, représentants de commerce et placiers.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2282, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Marc Lauriol une proposition de loi visant à autoriser le cumul des droits propres et des droits dérivés des conjoints survivants, en matière de pensions de retraite.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2283, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à faire ériger au métro Charonne un monument dédié à la mémoire des huit antifascistes tués le 8 février 1962 et en hommage à tous ceux qui ont lutté en France contre le colonialisme, pour la paix et la liberté des peuples.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2284, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Sébastien Couepel une proposition de loi tendant à instituer une prime à l'utilisation de matériaux de construction régionaux.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2285, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Jacques Douffignies une proposition de loi tendant à améliorer le régime fiscal des donations de titres consenties au personnel des entreprises.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2286, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à la lutte contre le fléau de la drogue par des mesures appropriées d'information, de prévention, de soins aux toxicomanes, de réinsertion sociale et d'une action renforcée pour démanteler le trafic et réprimer les trafiquants.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2287, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Gabriel Péronnet une proposition de loi relative à l'élection des députés représentant les Français établis hors de France à l'Assemblée nationale.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2288, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Gérard Chasseguet une proposition de loi tendant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs en les exonérant partiellement des cotisations sociales.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2289, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Gérard Chasseguet une proposition de loi tendant à permettre aux anciens combattants invalides à 60 p. 100 ou plus de prendre leur retraite à partir de l'âge de cinquante-cinq ans.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2290, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Gérard Chasseguet une proposition de loi relative à la profession de psychopédagogue.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2291, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues une proposition de loi relative à l'attribution des prestations familiales aux adultes handicapés des départements d'outre-mer.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2292, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de Mme Hélène Constans et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à mensualiser le règlement des commissions pour les voyageurs, représentants et placiers.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2293, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Jean-Claude Pasty une proposition de loi tendant à compléter l'article 47-1 de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2294, distribuée et renvoyée à la commission de la défense nationale et des forces armées, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. André Rossi une proposition de loi relative aux modalités de financement des établissements privés sous contrat d'association.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2295, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à modifier le régime de taxation des alcools.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2296, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de MM. Henri de Gastines, François d'Aubert, René de Branche une proposition de loi tendant à compléter l'article L. 18 du code de la route afin de permettre à l'autorité préfectorale d'assortir du sursis une décision de suspension du permis de conduire ou d'en aménager l'exécution.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2297, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Philippe Pontet une proposition de loi tendant à modifier le statut de l'ensemble urbain du Vaudreuil.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2298, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset une proposition de loi tendant à instituer une nouvelle catégorie de dispense d'obligation du service national actif, dispense fondée sur la défense de l'emploi.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2299, distribuée et renvoyée à la commission de la défense nationale et des forces armées, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Jean-Pierre Abelin une proposition de loi portant création d'une allocation différentielle de nouvel emploi.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2300, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Pierre Bas une proposition de loi tendant à modifier l'article 779-I du code général des impôts.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2301, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Marc Lauriol une proposition de loi tendant à permettre aux directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice à la date de publication de la loi n° 75-626 du 11 juillet 1957 et conjointement pharmaciens titulaires d'une officine ouverte au public à la même date, de poursuivre leur vie durant l'exercice simultané de ces deux activités.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2302, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus aux articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Etienne Pinte une proposition de loi tendant à modifier l'article L. 531 du code de la sécurité sociale relatif à la majoration des allocations familiales.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2303, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 6 —

DEPOT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu de MM. Pierre Weisenhorn, René Gaillard, Joseph-Henri Maujouiian du Gasset et Charles Revet un rapport d'information déposé, en application de l'article 145 du règlement, par la commission de la production et des échanges, sur le développement économique du Nigeria et l'évolution des échanges franco-nigériens.

Le rapport d'information sera imprimé sous le numéro 2304 et distribué.

— 7 —

INTERRUPTION DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE

M. le président. Je rappelle qu'en raison de l'élection présidentielle la conférence des présidents propose à l'Assemblée d'interrompre ses travaux et de laisser à son président le soin de la convoquer.

En application de l'article 50, alinéa 2, du règlement, je consulte l'Assemblée sur cette interruption.

M. André Lajoinie. Le groupe communiste vote contre !
(L'Assemblée, consultée, décide d'interrompre ses travaux.)

M. le président. Je rappelle qu'en raison de la décision prise par l'Assemblée, le soin est laissé à son président de la convoquer.

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures vingt.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.

Errata.

I. — Au compte rendu intégral de la séance du 4 décembre 1980.

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

Page 4672, 1^{re} colonne, 5^e alinéa :

Au lieu de : « J'ai reçu de M. Claude Labbé... »,

Lire : « J'ai reçu de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues... ».

II. — Au compte rendu intégral de la 2^e séance du 12 décembre 1980.

Page 4890, 1^{re} colonne (4), dépôt d'une proposition de résolution, 1^{er} alinéa :

Au lieu de : « J'ai reçu de M. Louis Mexandeau... »,

Lire : « J'ai reçu de M. Gaston Defferre... ».

III. — Au compte rendu intégral de la séance du 18 décembre 1980.

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

Page 5057, 2^e colonne, 5^e alinéa en parlant du bas :

Au lieu de : « J'ai reçu de M. Pierre-Bernard Cousté... »,

Lire : « J'ai reçu de M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues... ».

Composition de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

MM. Robert Aumont. Pierre Bas. Gérard Braun. Henry Canacos. Arthur Dehaine. Xavier Deniau. Charles Deprez. André Forens.	MM. Jean-Paul Fuchs. René Gaillard. Maxime Kalinsky. Gabriel Péronnet. Antoine Porcu. Jean Proriol. Gilbert Sénès.
---	--

Bureaux de commissions.

Dans leurs séances du vendredi 3 avril 1981, les six commissions permanentes et la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ont procédé à la nomination de leurs bureaux qui sont ainsi constitués :

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

Président.

M. Henry Berger.

Vice-présidents.

MM. Jean Briane. René Caille.	Jean Delaneau. Antoine Gissingier.
----------------------------------	---------------------------------------

Secrétaires.

MM. Henri Bayard. Jacques Delong.	Jean-Paul Fuchs. Michel Péricard.
--------------------------------------	--------------------------------------

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Président.

M. Maurice Couve de Murville.

Vice-présidents.

MM. René Feit. Edouard Frédéric-Dupont.	Pierre Sudreau.
--	-----------------

Secrétaires.

MM. Henri Ferretti. Guy Guermeur.	Claude-Gérard Marcus.
--------------------------------------	-----------------------

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES

Président.

M. Marcel Bigeard.

Vice-présidents.

MM. Jean-Marie Daillet. Yves Lancien.	Raymond Tourrain.
--	-------------------

Secrétaires.

MM. Jean-Pierre Bechter. Loïc Bouvard.	Arthur Paecht.
---	----------------

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

DE LA

Séance du Vendredi 3 Avril 1981.

SCRUTIN (N° 584)

Sur la demande de suspension de la séance,
présentée par le groupe communiste.

Nombre des votants.....	487
Nombre des suffrages exprimés.....	444
Majorité absolue	243
Pour l'adoption.....	202
Contre	262

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.	Cot (Jean-Pierre).	Gouhier.
Abadie.	Couillet.	Mme Goutmann.
Andrieu (Haute-Garonne).	Crépeau.	Gremetz.
Andrieux (Pas-de-Calais).	Darinot.	Guidoni.
Ansart.	Darras.	Haesebroeck.
Asensi.	Defferre.	Hage.
Aumont.	Defontaine.	Hauteceœur.
Anroux.	Delehedde.	Hermier.
Autain.	Delelis.	Hernu.
Mme Avice.	Denvers.	Mme Horvath.
Balmigère.	Depietri.	Houël.
Bapt (Gérard).	Derosier.	Houteer.
Mme Barbara.	Deschamps (Bernard).	Huguet.
Bardol.	Deschamps (Henri).	Huyghues
Barthe.	Dubedout.	des Etages.
Baylet.	Ducoloné.	Mme Jacq.
Bayou.	Duplet.	Jagoret.
Bèche.	Duraffour (Paul).	Jans.
Beix (Roland).	Duroméa.	Jarosz (Jean).
Benoist (Daniel).	Durore.	Jourdan.
Bernard (Pierre).	Dutard.	Jouve.
Besson.	Emmanuelli.	Joxe.
Billardon.	Evin.	Julien.
Bocquet.	Fabius.	Juquin.
Bonnet (Alain).	Fangaret.	Kalinsky.
Bordu.	Faure (Gilbert).	Labarrère.
Boucheron.	Faure (Maurice).	Laborde.
Boulay.	Filloud.	Laborde.
Bourgois.	Fitterman.	Lajoine.
Brunon.	Florian.	Laurain.
Brunhes.	Forgues.	Laurent (André).
Bustin.	Forni.	Laurent (Paul).
Cambolive.	Mme Fost.	Laurissergues.
Canacos.	Franceschi.	Lavédrine.
Céillard.	Mme Fraysse-Cazals.	Lazzarino.
Césaire.	Frelaut.	Mme Leblanc.
Chaminade.	Gallard.	Le Drian.
Chandernagor.	Garcin.	Léger.
Mme Chavatie.	Garmendia.	Legrand.
Chénard.	Garrouste.	Leizour.
Chevènement.	Gau.	Lé Meur.
Mme Chonavel.	Gauthier.	Lemolne.
Combrisson.	Girardot.	Le Pensec.
Mme Constans.	Mme Goeurlot.	Leroy.
	Goldberg.	Madrelle (Bernard).
	Gosnat.	Mallet.

Maisonnat.
Malvy.
Marchais.
Marchand.
Marin.
Masquère.
Massot (François).
Maton.
Mauroy.
Mellick.
Mermaz.
Mexandeau.
Michel (Claude).
Michel (Henri).
Millet (Gilbert).
Mitterrand.
Montdargent.
Mme Moreau (Gisèle).
Nilès.
Notebart.
Nucci.
Odra.
Pénicaut.

Pesce.
Philibert.
Pierret.
Pistre.
Poperen.
Porcu.
Porell.
Mme Porta.
Pourchon.
Mme Privat.
Prouvost.
Quilès.
Rallie.
Ravassard.
Raymond.
Renard.
Richard (Alain).
Rieubon.
Rigal.
Rigout.
Rocard (Michel).
Roger.
Ruffe.

Saint-Paul.
Sainte-Marie.
Santrot.
Savary.
Sénès.
Souchon (René).
Soury.
Suchod (Michel).
Taddel.
Tassy.
Tondon.
Tourné.
Vacant.
Vial-Massat.
Vidal.
Villa.
Visse.
Vivien (Alain).
Vizet (Robert).
Wargnies.
Wilquin (Claude).
Zarka.

Ont voté contre :

MM.	Bord.	Counel.
Abelin (Jean-Pierre).	Bourson.	Costé.
About.	Bousch.	Couve de Murville.
Alduy.	Bouvard.	Crenn.
Alphandery.	Boyer.	Cressard.
Ansquer.	Bozzi.	Daillet.
Arreckx.	Branche (de).	Dassault.
Aubert (Emmanuel).	Branger.	Debré.
Aubert (François d').	Braun (Gérard).	Dehaine.
Audinot.	Brial (Benjamin).	Delalande.
Aurillac.	Briane (Jean).	Delaneau.
Bamane.	Brocard (Jean).	Delatre.
Barbier (Gilbert).	Brochard (Albert).	Delfosse.
Barlani.	Cabanel.	Delhalle.
Baridon.	Caillaud.	Delong.
Barnérias.	Caille.	Delprat.
Barnier (Michel).	Caro.	Deniau (Xavier).
Bas (Pierre).	Castagnou.	Dopez.
Bassot (Hubert).	Cattin-Bazin.	Desanlis.
Baudouin.	Cavaillé	Devaquet.
Baumel.	(Jean-Charles).	Dhinnin.
Bayard.	Cazalet.	Mme Dlenesch.
Beaumont.	César (Gérard).	Donnadieu.
Bechter.	Chantelat.	Douffiaques.
Bégault.	Chapel.	Dousset.
Benoit (René).	Charles.	Drouet.
Benouville (de).	Chasseguet.	Druon.
Berest.	Chazalon.	Dubreuil.
Berger.	Chinaud.	Dugoujon.
Bernard (Jean).	Chirac.	Durafor (Michel).
Beucier.	Clément.	Durr.
Bigéard.	Colembier.	Ehrmann.
Birraux.	Comiti.	Eymard-Duvernay.
Bisson (Robert).	Cornet.	Fabre (Robert-Félix).
Biwer.	Cornette.	Falala.
Bizet (Ernie).	Corrèze.	Feit.
Blanc (Jacques).	Couderc.	Fenech.
Boinville.	Conepel.	Féron.
Bonhomme.	Coubais (Claude).	Ferrettl.

Fèvre (Charles).	Juventin.	Moustache.	Mme Signouret.	Thibault.	Vivien (Robert-André).
Flosse.	Kergueris.	Muller.	Sourdille.	Thomas.	Voilquin (Hubert).
Fontaine.	Koehl.	Narquin.	Sprauer.	Tiberi.	Voisin.
Fonteneau.	Krieg.	Neuwirth.	Stasi.	Tissandier.	Vuilleume.
Forens.	Labbé.	Noir.	Sudreau.	Tourrain.	Weisenhorn.
Fosse (Roger).	La Combe.	Nurgesser.	Tailleur.	Tranchant.	Zeller.
Fourneyron.	Lafleur.	Paecht (Arthur).	Taugourdeau.	Valleix.	
Foyer.	Lagourgue.	Pailler.			
Frédéric-Dupont.	Lancien.	Papet.			
Fuchs.	Lataillade.	Pasquini.			
Gantier (Gilbert).	Lauriol.	Pasté.			
Gascher.	Le Cabellec.	Perbet.			
Gastines (de).	Le Douarec.	Pérecard.			
Gaudin.	Le Ker (Paul).	Pernin.			
Geng (Francis).	Léotard.	Péronnet.			
Gengenwin.	Lepeltier.	Perrut.			
Gérard (Alain).	Lepercq.	Pervenche.			
Giacomi.	Le Tac.	Petit (André).			
Ginoux.	Ligot.	Petit (Camille).			
Girard.	Llogier.	Planta.			
Gissinger.	Lipkowski (de).	Pierre-Bloch.			
Goasduff.	Longuet.	Pineau.			
Godefroy (Pierre).	Madelin.	Pinte.			
Godfrain (Jacques).	Majret (de).	Plantegenest.			
Gorse.	Malaud.	Pons.			
Goulet (Daniel).	Mancel.	Pontet.			
Granet.	Marcus.	Poujade.			
Grussenmeyer.	Marette.	Preamont (de).			
Guéna.	Marie.	Pringalle.			
Guermeur.	Martin.	Proriol.			
Guichard.	Masson (Jean-Louis).	Raynal.			
Guillod.	Masson (Marc).	Revet.			
Haby (Charles).	Massoubre.	Richard (Lucien).			
Haby (René).	Mathieu.	Richomme.			
Hamel.	Mauger.	Rivière.			
Hamelin (Jean).	Maujot du Gasset.	Rocca Serra (de).			
Hamelin (Xavier).	Maximin.	Rolland.			
Mme Harcourt	Mayoud.	Rossi.			
(Florence d').	Médecin.	Rossinot.			
Harcourt	Mercier (André).	Roux.			
(François d').	Mesmin.	Royer.			
Hardy.	Messmer.	Rufenacht.			
Mme Hauteclocque	Micaux.	Sablé.			
(de).	Millon.	Sallé (Louls).			
Héraud.	Miossec.	Sauvalgo.			
Icart.	Mme Missoffe.	Schneiter.			
Inchauspé.	Monfrais.	Schwartz.			
Jacob.	Mme Moreau (Louise).	Séguin.			
Jarrot (André).	Morellon.	Seitlinger.			
Julia (Didier).	Moulle.	Serres.			

Se sont abstenus volontairement :

MM. Hunault, Pidjot et Sergheraert.

N'a pas pris part au vote :

M. Kasperreit.

Excusés ou absents par congé :

(Application de l'article 162, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Pignion et Wagner.

N'a pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

Mise au point au sujet d'un vote.

A la suite du scrutin (n° 574) sur l'ensemble du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes, dans le texte de la commission mixte paritaire, modifié par les amendements n° 1 rectifié et 2 du Gouvernement (*Journal officiel*, débats A.N., du 19 décembre 1980, p. 5083), M. Le Douarec, porté comme « ayant voté pour », a fait savoir qu'il avait voulu « voter contre ».

Erratumou *Journal officiel* (débats A.N.), du 20 décembre 1980.

Page 5129, dans les mises au point au sujet du scrutin (n° 579) sur l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, supprimer le nom de : « M. Micaux ».

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 Paris CEDEX 15
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.	
Assemblée nationale :				
Débats :				
03	Compte rendu.....	72	300	Téléphone } Renseignements : 575-62-31
33	Questions	72	300	
07	Documents	390	720	TELEX 201176 F DIRJO - PARIS
Sénat :				
05	Débats	84	204	
09	Documents	390	696	

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envel à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro : **1,50 F.** (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)